Économistes européens pour une politique économique alternative en Europe

- Groupe de l'EuroMémo -

Quel avenir pour l'Union européenne ? – Stagnation et polarisation ou refondation ?

– EuroMémorandum 2015 –

Résumé

1. Politiques macro-économiques et alternatives à la stagnation

La reprise économique prévue en Europe en 2014 n'a pas été au rendez-vous et l'Europe est confrontée à la perspective d'une croissance durablement faible, d'un chômage élevé et, au mieux, d'une augmentation minimale des revenus réels. Même si la production a cessé de décliner dans la plupart des pays, elle reste bien en dessous du niveau de 2008 dans les pays membres du Sud et la plupart de ceux de l'Est. Malgré les appels à une plus grande flexibilité budgétaire de certains gouvernements, les autorités européennes insistent sur l'adhésion à des politiques profondément restrictives. En lieu et place de l'obsession des budgets équilibrés, une croissance budgétaire coordonnée devrait mettre l'accent sur le développement de l'emploi grâce à des investissements favorables à l'environnement et sur la fin des attaques sur les dépenses sociales.

La monnaie unique doit être complétée par une politique budgétaire efficace au niveau de l'UE, capable d'amortir un ralentissement aux niveaux fédéral, national et régional et de permettre des transferts efficaces entre les régions plus riches et les régions plus pauvres. Cela devrait être basé sur un système d'imposition fortement progressif et complété par le développement d'un système européen d'assurance chômage. Une taxe sur toutes les transactions financières devrait être introduite, ainsi qu'un taux d'imposition unique pour les entreprises dans l'UE afin de mettre fin à la course au nivellement par le bas car les États sont en concurrence pour attirer les investissements étrangers. Dans le même temps les centres financiers offshore doivent être strictement interdits afin d'éviter l'évasion fiscale internationale.

Si les déficits courants ont diminué, c'est en raison des politiques de déflation qui ont réduit les importations dans les pays déficitaires. À l'avenir, la responsabilité de l'élimination des déséquilibres doit être partagée entre les pays excédentaires, qui devraient accroître leur demande, et les pays en déficit, qui devraient investir dans les industries d'exportation. Les politiques régionales et structurelles de l'UE doivent être renforcées et élargies, notamment à travers un important programme d'investissement public et privé, financé par la Banque européenne d'investissement, axées en particulier sur les pays en déficit et, plus généralement, sur les États à faible revenu.

2. Finance et crise de l'euro

Selon le « Rapport sur les structures bancaires » de la BCE, les actifs du secteur financier de la zone euro ont presque doublé au cours de la dernière décennie, pour atteindre 57 000 milliards d'euros en 2013, près de six fois le PIB de la zone euro. En outre, l'expansion du système bancaire parallèle – un réseau d'intermédiaires de crédit avec des entités et des activités en dehors du système bancaire officiel, interagissant au-delà des différentes juridictions – a fait qu'il a dépassé le reste du secteur. Malgré une série de réformes de politique financière depuis 2009, le système financier de l'UE n'a pas été considérablement transformé. Il reste un système constitué de grandes unités, trop grandes pour faire faillite, basé sur les banques universelles qui associent banques d'investissement et banques commerciales sous le même parapluie. Ses banques et autres unités financières sont

fortement endettées alors que les banques parallèles jouent un rôle croissant dans le processus d'intermédiation.

Le secteur bancaire devrait être radicalement transformé, avec la création d'unités de plus petite taille qui se spécialiseraient dans un domaine particulier des services financiers sur la base de règles clairement définies et d'application universelle. Dans le même temps, un cadre politique efficace. est nécessaire pour affronter le système bancaire parallèle européen et sa composante à l'étranger. Tant que les centres offshore seront autorisés à offrir un havre sûr où les institutions financières peuvent contourner la réglementation et les taxes, un marché dual persistera. Afin d'échapper au cercle vicieux entre les pertes des banques et l'augmentation de la dette souveraine, il y a besoin d'un mécanisme pour résoudre le problème de la dette au niveau de la zone euro. Afin d'avancer vers une solution au surendettement de la zone euro, une conférence des États membres de l'UE devrait être réunie. La combinaison d'une monnaie unique mal conçue avec la déréglementation financière et une réforme de la politique financière inefficace a contribué à l'imbroglio actuel, dont le coût est payé par de larges secteurs de la population de l'UE.

3. Politique industrielle et réorganisation de l'économie

L'Europe d'après la crise ne peut pas revenir aux formes de production du passé ; beaucoup d'entre elles ont de toute façon été perdues durant les longues années de stagnation. Une nouvelle trajectoire de développement écologiquement durable et socialement inclusive est nécessaire et les politiques publiques seront cruciales pour la façonner. La nouvelle politique industrielle européenne devrait se concentrer sur des activités centrées sur l'environnement et l'énergie, la connaissance et les technologies de l'information et de la communication (TIC), la santé et le bien-être. Ces champs sont caractérisés par des processus de production riches en emplois et par une exigence de compétences moyennes et hautes susceptibles de fournir de bons emplois. Ces activités devraient être développées avec une expansion,des activités dans le secteur public – y compris la recherche publique, le développement et la protection de l'environnement – et avec de nouvelles activités privées pilotées par la demande publique dans le cadre de réglementations qui favorisent l'émergence de nouveaux marchés dynamiques. Les politiques devraient se concentrer sur le développement durable des économies locales, y compris l'émergence de nouvelles activités publiques, sans but lucratif et coopératives.

Alors que les fonds structurels de l'UE et la Banque européenne d'investissement pourraient jouer un rôle dans le financement de ces efforts, la mise en oeuvre d'une politique industrielle européenne exigera une nouvelle Banque européenne d'investissement ou Agence, avec des organismes semblables opérant dans chaque pays. Une telle structure devrait être responsable devant le Parlement européen et bénéficier d'un budget substantiel venant de ressources à l'échelle européenne. Le financement devrait être de l'ordre de 2 % du PIB de l'UE sur une période de 10 ans, ou environ 260 milliards d'euros par an. Cela pourrait être financé de diverses manières, y compris l'émission d'euro-obligations, une nouvelle Banque publique européenne d'investissement qui pourrait emprunter des fonds directement de la Banque centrale européenne, tandis que la BCE pourrait également fournir directement des fonds pour la politique industrielle via les organismes gérant les fonds publics concernés. Ces mesures apporteraient une contribution majeure pour en finir avec la stagnation en Europe tout en réorientant les investissements – publics et privés – vers un nouveau modèle de développement durable.

4. La politique sociale et la lutte contre les inégalités

Les données produites par la Commission européenne elle-même sont une preuve irréfutable de la détresse sociale résultant des politiques d'austérité. Des millions d'Européens sont dans la pauvreté tandis que les jeunes de l'UE ont été abandonnés au chômage de masse. Parce que le creusement des inégalités est devenu une question politique clé, le chapitre de la politique sociale de l'EuroMémo de cette année met l'accent sur les inégalités. Les données de l'enquête dite

Luxembourg income survey (LIS) montrent clairement une augmentation à long terme des inégalités dans l'UE. Cela peut être attribué à, d'une part, une tendance à la baisse de la part du PIB consacrée au travail et, d'autre part, à l'accroissement des inégalités dans les revenus salariaux eux-mêmes. Il est également nécessaire de tenir compte des inégalités entre les États membres, qui ont été considérablement aggravées par les politiques d'austérité et par une concentration des investissements en Allemagne et dans quelques-uns des pays voisins.

Les inégalités de genre ont également été aggravées par les politiques d'austérité. Bien que, au début de la récession, les travailleurs de sexe masculin ont été les plus touchés par la hausse du chômage, les coupes dans les services publics ont eu un impact particulièrement lourd sur l'emploi des femmes et sur leurs conditions de travail. En outre, la réduction ou la suppression des services publics – y compris les services pour la petite enfance et ceux pour les personnes âgées – ont un effet disproportionné sur les femmes. Aussi bien les conséquences sociales extrêmement néfastes des politiques d'austérité que la forte tendance à l'augmentation des inégalités nécessitent un important programme d'investissement social. Toutefois, un programme efficace exigera beaucoup plus de ressources budgétaires et devra s'inscrire dans une stratégie de développement durable intégrant les dimensions environnementales, économiques, sociales et culturelles.

5. Commerce international et politique d'investissement – Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement (TAFTA)

L'Union européenne a, ces dernières années, négocié de nombreux accords commerciaux bilatéraux. Ceci a été. complété par l'annonce au début de 2013 de la décision de l'UE et des États-Unis d'entamer des négociations pour un accord de commerce bilatéral, appelé Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement (TAFTA). L'accord proposé n'est pas principalement destiné à réduire les droits de douane résiduels entre les deux plus grands blocs commerciaux de l'économie mondiale ; son objectif central est de démanteler et/ou harmoniser les réglementations dans des domaines tels que l'agriculture, la sécurité alimentaire, les produits et les normes techniques, les services financiers, la protection des droits de propriété intellectuelle et les marchés publics. La libéralisation de l'investissement et la protection des droits des investisseurs seront également des questions centrales. Les protagonistes de l'atlantisme font du TAFTA une nouvelle « OTAN économique », au moyen de laquelle les puissances occidentales pourront freiner la montée des puissances émergentes comme la Chine ou la Russie. La Commission européenne, s'appuyant sur des études commandées par elle, affirme que l'accord va stimuler la croissance et l'emploi dans l'UE.

Les arguments économiques pour le TAFTA sont, cependant, peu probants. Les gains de revenus sont estimés à 0,5 % du PIB de l'UE et s'étendront sur une période de transition de 10 ans. L'augmentation du chômage et les coûts de l'ajustement dus à la libéralisation des échanges sont minimisés ou complètement ignorés. La déréglementation impliquée par l'accord commercial pourrait menacer la santé publique, les droits des travailleurs et la protection des consommateurs. Le règlement proposé pour les différends entre investisseurs et États privilégie les droits des investisseurs au détriment de l'autonomie des politiques publiques. Le TAFTA n'est rien de moins qu'une attaque frontale sur la prise de décision démocratique dans l'UE. À l'heure actuelle, il est très douteux que l'accord commercial offrira des avantages économiques et sociaux nets pour les citoyens de l'UE. L'approche actuelle de la prise de décision en matière de politique commerciale devrait être abandonnée et une mise à plat fondamentale de la politique commerciale de l'UEmise à l'ordre du jour. Cela comprend aussi d'autres accords commerciaux tels que l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne, qui, dans sa forme actuelle, ne doit pas être ratifié par le Parlement européen.

6. Politique de voisinage de l'UE

Les politiques de voisinage de l'UE, qui concernent l'espace post-soviétique et la Méditerranée, ont contribué en 2013 et 2014 au conflit en Ukraine. Le Partenariat oriental a mis l'accent sur la conclusion d'accords d'association avec les États qui ont succédé à l'Union soviétique – sauf la Russie. Ces accords d'association ont une composante de libreéchange et une orientation géopolitique. Le transfert partiel de l'acquis communautaire de l'UE aux pays post-soviétiques sert deux fins. Les accords d'association sont dirigés contre les forts liens économiques existant entre la Russie et ses voisins et rivalisent avec l'initiative russe d'une Union économique eurasiatique. En Ukraine, la population a été profondément divisée sur la question des relations plus étroites avec l'UE ou avec la Russie. Lorsque le gouvernement ukrainien d'alors a décidé de ne pas signer l'accord d'association avec l'UE en raison à la fois de la situation économique désastreuse et de la pression russe, une forte vague de protestations dans les parties occidentale et centrale du pays a émergé et a conduit à la chute du gouvernement ukrainien. Avec le soutien russe, il s'en est suivi l'annexion de la Crimée et un mouvement séparatiste militaro-politique dans la région du Donbass, avec de forts liens économiques et culturels avec la Russie.

Ni les accords d'association avec les pays post-soviétiques, ni les accords de libre-échange avec les pays méditerranéens ne prennent en compte les asymétries de développement entre les deux parties. La libéralisation du commerce est susceptible de conduire à la désindustrialisation dans les pays post-soviétiques et dans ceux de la Méditerranée alors que le transfert partiel de l'acquis communautaire réduit considérablement la marge de manoeuvre pour les politiques industrielles. Les asymétries entre l'UE et les régions. voisines vont donc probablement s'accroître. Une orientation politique alternative est par conséquent nécessaire. Premièrement, les accords de libre-échange approfondis et complets doivent être remplacés par des accords de coopération mutuellement avantageux qui préservent les espaces politiques des pays du voisinage. Deuxièmement, les questions énergétiques occupent une place importante à la fois dans le Partenariat oriental et les politiques pour la Méditerranée; l'UE devrait s'efforcer de réduire sa dépendance aux importations d'énergie en réduisant le facteur énergétique dans la production et en faisant la promotion des énergies renouvelables. Troisièmement, les politiques extérieures de l'UE se militarisent. Le conflit en Ukraine a conduit à une interaction plus étroite entre les structures de l'UE et de l'OTAN. Ces tendances doivent être inversées et les capacités de résolution pacifique des conflits devraient être renforcées.

The full text of the EuroMemorandum draws on discussions and papers presented at the 20th Workshop on Alternative Economic Policy in Europe, organised by the EuroMemo Group, from 25-27 September 2014 in Rome. If you wish to receive the full text of the **EuroMemorandum 2015**

What future for the European Union
– Stagnation and polarisation or new foundations?

please send and email to info@euromemo.eu.

For more information on the EuroMemo Group, please contact us or look up our web site at:

www.euromemo.eu